LE JUGEMENT DES ORDONNATEURS devant les autres instances

I- Au plan civil et pénal

Ce sera essentiellement l'œuvre des juridictions répressives (*Tribunal de Première Instance (T.P.I)*, *Tribunal de Grande Instance (T.G.I)*, *Tribunal Criminel Spécial (T.C.S)*) selon la nature et le montant chiffré des irrégularités.

Le **T.C.S** sera compétent pour connaître des irrégularités et fautes de gestion qualifiables de crimes ou de délits, et portant sur des infractions de détournements de deniers publics et des infractions connexes lorsque le préjudice est d'un montant minimum de **FCFA 50 000 000** (cinquante millions).

Le **T.P.I** sera compétent pour connaître des irrégularités et fautes de gestion qualifiables de délits, lorsque le préjudice est d'un montant inférieur ou égal à **FCFA 10 000 000** (Dix millions).

Le **T.G.I** sera compétent pour connaître des irrégularités et fautes de gestion qualifiables de crimes ou de délits connexes, lorsque le préjudice est d'un montant supérieur ou égal à **FCFA 10 000 000** (Dix millions).

A - Au plan civil

Le droit à réparation exercé par la victime devant les tribunaux civils se fonde sur la distinction entre la faute de service et la faute personnelle commise par l'ordonnateur en tant qu'agent public.

La faute de service est la faute commise par l'administration anonyme que l'on ne peut individualiser, dont on ne peut identifier l'agent qui en est l'auteur. C'est aussi la faute constituée par l'inertie de l'administration. Elle est impersonnelle et peut résulter des conditions d'organisation et de fonctionnement du service. On considère que tout agent placé dans les mêmes conditions aurait été susceptible de commettre la

même faute. Par faute de service, il faut entendre les fautes non détachables de l'exercice des fonctions. Cette faute est par conséquent imputable à la fonction. L'on peut se référer à LAFERRIERE qui disait : « **si l'acte dommageable est impersonnel, s'il révèle un administrateur...plus ou moins sujet à erreur, et non l'Homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences, l'acte reste administratif et ne peut être déféré aux tribunaux** »¹.

La faute personnelle quant à elle peut avoir été commise en raison des propres erreurs ou insuffisances du fonctionnaire, voire délibérément. En fait, il s'agit de **la faute détachable de la fonction**.

En effet, en cas de faute de service, la victime ne peut réclamer réparation qu'à la personne publique en cause et ce devant la juridiction administrative compétente.

En cas de faute personnelle, le principe est qu'il y a place pour la responsabilité personnelle de l'agent public à l'égard de la victime. En clair, la victime peut faire jouer le système jurisprudentiel de « cumul des responsabilités » qui institue une option en sa faveur, à laquelle sont donnés deux débiteurs possibles de dommages-intérêts qui lui sont dus : la personne publique, dont elle peut poursuivre la condamnation devant la juridiction administrative ; l'agent, dont elle peut demander la condamnation aux tribunaux judiciaires compétents.

B - Au plan pénal

Les juridictions répressives ne sont compétentes que si la faute reprochée (de service ou personnelle) à l'ordonnateur est constitutive de crime ou de délit, en vertu du principe du droit pénal selon lequel il n'y a pas de crime ou de peine sans une loi qui les prévoit : « **nullum crimen nulla poena sine lege** » .

¹ LAFERRIERE, *Traité de Droit Administratif*, 2^e édition, t. 1, p. 648.

B) les sanctions

La responsabilité des ordonnateurs peut être mise en jeu tant au plan civil qu'au pénal.

a) Au plan civil

En matière civile, la responsabilité vise la réparation du préjudice subi, soit par l'Administration, le plus souvent devant la juridiction administrative, soit par l'agent, devant la juridiction judiciaire. Les sanctions sont essentiellement constituées des **dommages-intérêts**.

b) Au plan pénal

La responsabilité pénale des ordonnateurs, des gestionnaires de crédits et des comptables publics peut être mise en jeu dans le cadre des fautes de gestion qui constituent en même temps des fautes pénales.

Compte tenu du développement des poursuites pénales, introduites le plus souvent par les victimes, se constituant partie civile et déclenchant l'action publique, la responsabilité de ces agents publics s'est trouvée engagée à l'occasion d'actes ci-après :

- ❖ **La Corruption** : Prévue à l'article 134 du Code Pénal, la corruption est comprise comme le fait, pour tout fonctionnaire ou agent public qui, pour lui-même ou pour un tiers, de solliciter, d'agréer ou de recevoir des offres, des promesses, des dons ou des présents pour faire, s'abstenir de faire ou ajourner un acte de sa fonction. Les peines sont constituées d'un emprisonnement de **cinq (05) à dix (10) ans** et d'une amende de **200 000 FCFA à 2 000 000 FCFA** .

- ❖ **L'Intérêt dans un acte** : Prévu par l'article 135 du Code Pénal, l'intérêt dans un acte est compris comme le

fait, pour tout fonctionnaire ou agent public qui, directement ou indirectement, de prendre ou de recevoir intérêt :

- ▶ dans les actes ou adjudications soumis à son avis ou dont il avait la surveillance, le contrôle, l'administration ou la passation ;
- ▶ dans les entreprises privées, les coopératives, les sociétés d'économie mixte ou participation financière de l'Etat, les régies, les concessions soumises à sa surveillance ou à son contrôle ;
- ▶ dans les marchés ou contrats passés au nom de l'Etat ou d'une collectivité publique, avec une personne physique ou morale ;
- ▶ dans une affaire pour laquelle il est chargé d'ordonnancer le paiement ou d'opérer la liquidation.

Les peines sont constituées d'un emprisonnement **d'un (01) à cinq (05) ans** et d'une amende de **200 000 FCFA à 2 000 000 FCFA** .

❖ **La participation dans une affaire** : Prévues par l'article 136 du Code Pénal, la participation dans une affaire est comprise comme le fait, pour tout fonctionnaire ou agent public chargé de la surveillance de toute entreprise, régie ou concession, ou de l'expression d'avis sur les activités de celles-ci, de collaborer ou de participer de quelque manière que ce soit à leur financement ou à leur activité.

Les peines sont constituées d'un emprisonnement de **six (06) mois à deux (02) ans** et d'une amende de **20.000 FCFA à 2.000.000 FCFA**.

❖ **La concussion** : Prévues par les articles 137 et 142 du Code Pénal, la concussion est comprise comme le fait, pour tout fonctionnaire ou agent public, d'accorder ou d'exiger des exonérations de droits, taxes, redevances, impôts ou contributions qui ne sont pas dus ou des avantages matériels sans en payer le juste prix, de délivrer à un prix inférieur à celui qui est prescrit les produits d'une entité publique.

L'infraction de concussion est punie d'un **emprisonnement** de **deux (02)** à **dix (10) ans** et d'une **amende** de **20.000** à **2 millions de francs CFA** ;

❖ **L'abus de fonctions** : Prévues à l'article 140 du Code Pénal, l'infraction d'abus de fonctions est constituée lorsque le fonctionnaire ou l'agent public abuse de ses fonctions pour porter atteinte aux droits ou intérêts privés ou pour se procurer ou procurer à autrui un avantage quelconque.

L'infraction d'abus de fonctions est punie d'un emprisonnement de **trois (03) mois** à **un (01) an**. Elle est punie d'un emprisonnement de **trois (03) mois** à **trois (03) ans** si l'infraction est commise dans le but de se procurer ou de procurer à autrui un avantage quelconque.

L'amende va de **5.000** à **50.000 francs**. Elle va de **50.000** à **1 million de francs CFA** si l'infraction est commise dans le but de se procurer ou de procurer à autrui un avantage quelconque ;

❖ **Le favoritisme** : Prévu par l'article 143 du Code Pénal, le favoritisme est compris comme le fait, pour tout fonctionnaire ou agent public, de décider par faveur ou par inimitié contre l'une des parties.

L'infraction de favoritisme est punie d'un emprisonnement d'**un (01)** à **cinq (05) ans**. Si ce

fonctionnaire est un magistrat, un inspecteur fédéral ou un préfet, la peine est doublée ;

❖ **Le faux dans un acte** : Prévu par l'article 144 du Code Pénal, le faux dans un acte est compris comme le fait, pour tout fonctionnaire ou agent public, de contrefaire ou d'altérer, soit dans sa substance, soit dans les signatures, dates et attestations, un acte ou écrit qu'il a le devoir d'établir, de recevoir, de constater ou de notifier.

L'infraction de faux dans un acte est punie d'un emprisonnement de **dix (10) à vingt (20) ans** ;

❖ **Le détournement de deniers publics** est puni de la manière suivante :

- au cas où la valeur des biens concernés excède 500.000 francs, d'un **emprisonnement à vie** ;
- au cas où cette valeur est supérieure à 100.000 francs et inférieure ou égale à 500.000 francs, d'un emprisonnement de **quinze (15) à vingt (20) ans** ;
- au cas où cette valeur est égale ou inférieure à 100.000 francs, d'un emprisonnement de **cinq (05) à dix (10) ans**.

II – Au plan disciplinaire

Il s'agit ici pour les organes (A) compétents en la matière, de juger les ordonnateurs en tant qu'agent public, et s'il sont reconnus coupables, de prononcer à leur encontre des sanctions(B).

A- Les organes de jugement

Ce sera le fait soit du Conseil Supérieur de la Fonction Publique (a), soit du Conseil Permanent de Discipline de la Fonction Publique (b).

a) Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique(CSFP)

Conformément au *Décret n° 2000/698/PM du 13 septembre 2000* fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement **du Conseil Supérieur de la Fonction Publique**, cet organe connaît des fautes professionnelles et extra-professionnelles commises par les fonctionnaires relevant du Statut Général.

Il comprend, en nombre égal, des représentants de l'Administration et des représentants élus des fonctionnaires. Il est présidé par le Premier Ministre.

Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique est l'organe suprême de recours en matière disciplinaire, d'avancement et en cas de licenciement pour insuffisance professionnelle, sous réserve des dispositions des textes particuliers.

Il est saisi, soit par le Premier Ministre, soit sur demande écrite, par le tiers au moins de ses membres.

b) Le Conseil Permanent de Discipline de la Fonction Publique (CPDFP)

Le Conseil Permanent de Discipline de la Fonction Publique est créé et organisé par le Décret n° 2000/685/ PM du 13 septembre 2000 portant Organisation et fonctionnement du ***Conseil Permanent de Discipline de la Fonction Publique et fixant les règles de la procédure disciplinaire.***

Cette instance donne son avis sur toute sanction disciplinaire susceptible d'être prononcée à l'encontre des

fonctionnaires à l'exception de la révocation d'office. Cette sanction est exclue au motif que son avis n'est pas requis, la faute l'entraînant étant clairement précisée, à savoir l'abandon de poste pour une période supérieure ou égale à **un mois** après une mise en demeure restée sans effet.

Le parallélisme des formes veut que l'autorité compétente en matière de nomination à un emploi permanent soit la même en cas de révocation.

B) les sanctions

Les sanctions prononcées par les organes de discipline suscités (**Conseil Permanent de Discipline de la Fonction Publique** et **Conseil Supérieur de la Fonction Publique**), contre les ordonnateurs, en tant qu'agent public, sont classées en quatre catégories :

-les *sanctions du premier groupe*, constituées des **avertissements** et **blâmes avec inscription au dossier** correspondant généralement aux fautes de faible gravité, dont le Conseil peut s'en passer.

-les *sanctions du deuxième groupe*, constituées du **retard à l'avancement** pour une durée d'un an, de **l'abaissement d'un ou de deux échelons** au plus.

-les *sanctions du troisième groupe*, constituées de **l'abaissement de classe, l'abaissement de grade, l'exclusion temporaire** du service pour une durée n'excédant pas six mois.

-la *sanction du quatrième groupe*, constituée par **La révocation**, qui représente la sanction la plus grave.

La condition requise pour que ces sanctions soient valides, est **la motivation**. Les sanctions disciplinaires sont indépendantes des autres types de sanctions que la gravité de la faute a pu entraîner.